

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2813

8 octobre 2014

SOMMAIRE

BCEE Asset Management	135010	Moore Emerging Markets, (Luxembourg) S.à r.l.	134980
BCEE Asset Management	135015	Morganite Luxembourg S.A.	134983
Beranti S.A. SPF	135017	MULTICORP Spf S.A.	134983
Capital Life Securities S.A.	135005	Neuenfelde Navigation AG	134985
Capital One Life Securities S.A.	135005	NRZ Holding S.à r.l.	134985
Carolla Global S.A.	135008	OI-Beauty S.A.	134985
Cassis S.A.	135019	OI-Games 2 S.A.	134982
Chapeau Moderne Entreprise de Toiture S.à r.l.	135022	OI-Games S.A.	134983
Dakar Financial Group S.A.	135001	OI-Incentive 2 S.A.	134979
Danske Invest Allocation	134987	OI-Paper S.A.	134982
Euro 1 Komm	135023	OI-Paper S.A.	134982
Hamacolor S.à r.l.	135018	Omnium Ventures S.A.	134981
Indigo Capital IV S.à r.l.	134979	Orion IT Consulting S.à r.l.	134984
INEOS Luxembourg II S.A.	134978	Panattoni Italy Development S.à r.l.	134982
Integrale Immo Lux S.à r.l.	134978	Panattoni Luxembourg Services S.à r.l.	134984
Joachimstaler S.à r.l.	134978	Paradigm Capital Value Fund	134985
JW Aurum Series J (LUX) S.à r.l.	134979	Pariter Holding S.A.	134983
Kennedydamm S.à r.l.	134979	Parlabrax	134982
Küchen, Montage, Service S.à r.l.	134979	Parmeria S.A., SPF	134986
Locationlux S.A.	134980	Patron Marina Velca Properties S.à r.l.	134986
LU GE III S.à r.l.	134980	Persimmons Holding S.A.	134985
LU GE II S.à r.l.	134980	Persimmons Holding S.A.	134986
LU GE VI S.à r.l.	134981	Pfizer Investment Holdings S. à r.l.	134986
LU GE V S.à r.l.	134980	Polonia Property	134984
LU PC VIII S.à r.l.	134981	Polonia Property II S.à.r.l.	134984
Manu Concassage S.à.r.l.	134981	Pons Finance S.A.	134986
Masofema S.A., SPF	134981	Presidential D	134984
Memlx S.à r.l.	134983	SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A.	135024
ML.Costa S.à r.l.	135020	Victus Holdings (Europe) S.à r.l.	134978
MMFLX S.à r.l.	134983		

Integrale Immo Lux S.à r.l., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 171.835.

En date du 25 juin 2014, le Conseil de gérance d'Intégrale Immo Lux S.à.r.l. a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Changement du siège social

Le siège social sera situé à partir de ce jour au 4-6, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

2. Nomination

Le Conseil de gérance nomme en qualité de Président du Conseil: Madame Séverine Kenens, demeurant à B-6782 Habergy, rue de Rachecourt 28.

3. Pouvoirs de signature

Le Conseil de gérance autorise Madame Séverine Kenens, à engager la Société sur signature seule, à l'exclusion des pouvoirs bancaires.

Référence de publication: 2014124836/16.

(140141849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

INEOS Luxembourg II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 158.194.

Le bilan consolidé de la société INEOS Group Holdings S.A., maison mère de la société INEOS Luxembourg II S.A., au 31 décembre 2013, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014124831/12.

(140141323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Joachimstaler S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 136.088.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124849/9.

(140141677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Victus Holdings (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 62.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 178.309.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société

Il résulte des décisions de l'associé unique de la Société en date du 20 juillet 2014, qui ont acceptées:

- la nomination de Madame Lansdowne Miranda, née le 03 octobre 1974 à Rugby, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, en tant que gérant de la Société, avec effet au 1^{er} juillet 2014;

- la démission de Madame Habiba Boughaba de son poste de gérante de la Société, avec effet au 7 mai 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 août 2014.

Mandataire

Référence de publication: 2014125186/17.

(140141545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Indigo Capital IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 93.363.

En date du 30 juillet 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- La démission de En Lee, en tant que gérant de classe B de la Société, est acceptée avec effet de le 21 juillet 2014;
- Madame Barbara Neuerburg, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de classe B de la Société avec effet de le 21 juillet 2014 et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014124822/13.

(140142280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

JW Aurum Series J (LUX) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 170.366.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124857/9.

(140141974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Kennedydamm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 136.109.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124859/9.

(140141626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Küchen, Montage, Service S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 56.785.

Der Jahresabschluss zum 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124874/9.

(140141837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

OI-Incentive 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 178.706.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée tenue le 5 août 2014.

Résolution:

L'assemblée décide de renouveler le mandat de Ernst & Young S.A, avec siège social à 7, Rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, comme Réviseur d'entreprises agréé, jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 5 août 2014.

Référence de publication: 2014125002/14.

(140142307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Locationlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 151.209.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124895/9.

(140141551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

LU GE II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 158.388.

Les comptes annuels au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2014.

LU GE II Sarl

Représenté par Catherine Delsemme dûment autorisée

Référence de publication: 2014124901/12.

(140141825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

LU GE III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 162.000.

Les comptes annuels au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2014.

LU GE III Sarl

Représenté par Catherine Delsemme dûment autorisée

Référence de publication: 2014124902/12.

(140141819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

LU GE V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 166.794.

Les comptes annuels au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2014.

LU GE V Sarl

Représenté par Catherine Delsemme dûment autorisée

Référence de publication: 2014124903/12.

(140141818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Moore Emerging Markets, (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 175.574.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124933/9.

(140142324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Manu Concassage S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4818 Rodange, 19, avenue Dr. Gaasch.
R.C.S. Luxembourg B 96.390.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124939/9.

(140142069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

LU PC VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 156.751.

Les comptes annuels au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2014.

LU PC VIII Sarl

Représenté par Catherine Delsemme dûment autorisée

Référence de publication: 2014124905/12.

(140141821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

LU GE VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 166.793.

Les comptes annuels au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2014.

LU GE VI Sarl

Représenté par Catherine Delsemme dûment autorisée

Référence de publication: 2014124904/12.

(140141820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Masofema S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 49.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124941/9.

(140141996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Omnium Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.
R.C.S. Luxembourg B 80.601.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 août 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014125006/12.

(140142364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Panattoni Italy Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 172.677.

Les comptes annuels au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2014.

Panattoni Italy Development Sarl
Représenté par Catherine Delsemme dûment autorisée

Référence de publication: 2014125009/12.

(140141823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

OI-Paper S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 157.211.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014125004/9.

(140142361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

OI-Paper S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 157.211.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée tenue le 5 août 2014.

Résolution:

L'assemblée décide de renouveler le mandat de Ernst & Young S.A, avec siège social à 7, Rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, comme Réviseur d'entreprises agréé, jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 5 août 2014.

Référence de publication: 2014125003/14.

(140142306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

OI-Games 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 148.838.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014125001/9.

(140142363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Parlabrax, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 150.151.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014125030/10.

(140141575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

MMFLX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 175.308.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124957/9.

(140141689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Memlx S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 175.560.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124944/9.

(140141664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Morganite Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 7.776.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124960/9.

(140141640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

MULTICORP Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 26.783.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124966/9.

(140141645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

OI-Games S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 147.203.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124999/9.

(140142362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Pariter Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 26.951.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014125029/9.

(140141644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Presidential D, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 122.922.

En date du 05 août 2014, le Conseil de Gérance a décidé de changer le siège social de la Société du 2A, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg, Luxembourg au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2014125023/13.

(140141902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Polonia Property II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 252.880,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 130.690.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 août 2014.

Référence de publication: 2014125020/10.

(140141446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Polonia Property, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 924.798,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 96.617.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 août 2014.

Référence de publication: 2014125019/10.

(140141447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Panattoni Luxembourg Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 115.688.

Les comptes annuels au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2014.

Panattoni Luxembourg Services Sarl

Représenté par Catherine Delsemme dûment autorisée

Référence de publication: 2014125010/12.

(140141824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Orion IT Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 100.263.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124986/9.

(140141701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Neuenfelde Navigation AG, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 82.143.

La société Fiduciaire Belval S.A.R.L, ici représentée par Madame Benhara Fatma dénonce le contrat de domiciliation conclu le 28 novembre 2012 avec La société NEUENFELDE NAVIGATION S.A., dont le siège social est situé au 25, route d'Esch L-1470 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 82 143, avec date d'effet au 1^{er} janvier 2014

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Belval S.A.R.L

Mme Benhara

Référence de publication: 2014124970/13.

(140141856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

NRZ Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 165.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 août 2014.

Référence de publication: 2014124981/10.

(140141780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

OI-Beauty S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 166.558.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124994/9.

(140142096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Paradigm Capital Value Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 129.149.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour PARADIGM CAPITAL VALUE FUND

Northern Trust Luxembourg Management Company S.A.

Référence de publication: 2014125011/13.

(140141252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Persimmons Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 135.501.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014125013/9.

(140142224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Patron Marina Velca Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 119.918.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014125012/10.

(140142291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Persimmons Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 135.501.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014125014/9.

(140142239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Pfizer Investment Holdings S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 152.600.

Les comptes annuels au 30 novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 août 2014.

Référence de publication: 2014125015/10.

(140142105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Parmeria S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 5.391.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2014125031/13.

(140141448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Pons Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 53.068.

Les statuts coordonnés au 24/07/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 05/08/2014.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2014125048/12.

(140141524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Danske Invest Allocation, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 82.717.

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of July,

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an Extraordinary General Meeting (the "Meeting") of the shareholders (the "Shareholders") of Danske Invest Allocation, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable), incorporated pursuant to a notarial deed dated 6 July 2001 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") n° 627 of 10 August 2001, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B 82 717, and having its registered office at 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time according to a notarial deed enacted on 14 November 2008 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°2915 of 8 December 2008.

The Meeting was opened at 2.00 p.m. CET at the registered office of Clifford Chance, the Company's legal counsel, at 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Meeting elected as chairman Mr Frédéric Pelé, Avocat, with professional address at 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Ms Julia Vergauwen, lawyer, with professional address at 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Jean-Florent Richard, Avocat à la Cour, with professional address at 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to act that:

a. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Transformation of the Company into an undertaking for collective investment in transferable securities (UCITS) subject to Part I of the Luxembourg amended law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as well as general update, and consequently full restatement, of the articles of incorporation of the Company by the amendment (and/or renumbering where appropriate) of Articles 2, 4, 5, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 31, 32 and 33.

In particular, amendment of article 4 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

«The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities of all types and other assets permitted by law in accordance with the principle of risk diversification and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted by Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time».

2. Confirmation of the appointment of Deloitte Audit S.à r.l. as approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company for the period ending on the annual general meeting of shareholders to be held in 2015.

3. Discarding of the existing French version of the articles of incorporation of the Company.

b. At a first extraordinary general meeting of shareholders, held on 5 June 2014, the quorum requirement of fifty percent (50%) of the capital as imposed by article 67-1 of the Luxembourg law of 13 August 1915 on commercial companies, as amended, was not met and the meeting could therefore not validly deliberate on the proposed agenda. It was decided to reconvene the extraordinary general meeting on 16 July 2014, such reconvened meeting being able to validly deliberate on the proposed agenda regardless of the proportion of the capital represented;

c. A convening notice reproducing the agenda of the Meeting was sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on 13 June 2014 and published twice in the Mémorial and in the two Luxembourg newspapers "Tageblatt" and "Wort" on 13 June 2014 and 30 June 2014;

d. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the shareholders or their proxies, by the bureau of the Meeting and the notary; and the said list as well as the proxies signed "ne varietur" will be registered with this deed;

e. It appears from the said attendance list that out of five million four hundred and twenty nine thousand four hundred and thirty eight point zero eighty one (5,429,438.081) outstanding shares, one thousand (1,000) shares are present or represented at the Meeting;

f. As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly decide on the items of the agenda.

After deliberation, the following resolutions were taken unanimously by the Meeting:

First resolution

The Meeting RESOLVED to approve the transformation of the Company into an undertaking for collective investment in transferable securities (UCITS) subject to Part I of the Luxembourg amended law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment and the general update, and consequently the full restatement, of the articles of incorporation of the Company to read as follows:

Title I. Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company («société anonyme») qualifying as an investment company with variable share capital («société d'investissement à capital variable») under the name of "DANSKE INVEST ALLOCATION" (hereinafter the «Company»).

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of holders of Shares.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities of all types and other assets permitted by law in accordance with the principle of risk diversification and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted by Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time.

Title II. Share Capital - Shares - Net Asset Value

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law one million two hundred and fifty thousand euros (EUR 1,250,000.-). Shares of a Target Sub-Fund held by a Cross-investing SubFund (as defined in article 18) shall not be taken into account for the purpose of the calculation of EUR 1,250,000 minimum capital requirement. The initial capital is thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) divided into thirty-one (31) shares of no par value. The minimum capital of the Company must be achieved within six months after the date on which the Company has been authorized as an undertaking for collective investment under Luxembourg law.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Sub-Funds (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (each a «Sub-Fund» and together the «Sub-Funds») within the meaning of Article 181 of the law of 17 December, 2010 relating to undertakings for collective investment for one class of shares or for multiple classes of shares in the manner described in Article 11 hereof. As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant class or classes of shares. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. The board of directors may create each Sub-Fund for an unlimited period or a limited period of time. In the latter case the board may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of the Sub-Fund one or more times. At the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the shares in the relevant class(es) of shares, in accordance with Article 8 below, notwithstanding the provisions of Article 24 below.

The sales documents for the shares of the Company shall indicate the duration of each Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in euros, be converted into euros and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

Art. 6. Form of Shares.

(1) Shares shall only be issued in registered form.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of record of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each fractional share.

The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences the shareholder's right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding. Global certificates may also be issued at the discretion of the board of directors.

The share certificates shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the board of directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the board of directors may determine.

(2) Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that the shareholder's share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at the shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

(6) The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Shares. The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant class as determined in compliance with Article 11 hereof as of such Valuation Day as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors.

The price so determined shall be payable within a period as determined by the board of directors which shall not exceed 3 business days from the relevant Valuation Day. The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The board of directors may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company («réviseur d'entreprises agréé») and provided that such securities comply with the investment objectives and policies of the relevant Sub-Fund.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may at any time require the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the board of directors which shall not exceed 7 business days from the relevant Valuation Day provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 12 hereof.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant class, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the sales documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Further, if on any given Valuation Day, redemption requests pursuant to this Article exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number or value of shares in issue in a specific class, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interest of the Company. On the next Valuation Day, following that period, these redemption requests will be met in priority to later requests.

The Company shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such class or classes of shares equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Valuation Day, on which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Unless otherwise determined by the board of directors for certain classes of shares, any shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his shares into shares of another Sub-Fund within the same class of shares or into another class of shares within the same Sub-Fund provided the shareholder complies with the conditions of the newly selected class of shares and subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the board of directors shall determine.

A conversion of shares of one Sub-Fund for shares of another Sub-Fund or of a class of shares of a Sub-Fund to another class of shares within the same Sub-Fund will be treated as redemption of shares and simultaneous purchase of shares.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated for the same Valuation Day.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the board of directors being herein referred to as «Prohibited Persons»).

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the «purchase notice») upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates, if any, representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice; in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and the certificate or certificates representing such registered shares will be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the «purchase price») shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant class or classes of shares. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

«Prohibited Person» as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

United States Person or U.S. Person (as defined in the sales documents for the shares of the Company) may constitute a specific category of Prohibited Persons.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. Unless otherwise decided by the Board of Directors, the net asset value per share of each class of shares in each Sub-Fund shall be calculated in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant Sub-fund and, to the extent applicable within a Sub-Fund, expressed in the currency of quotation for the relevant class of shares. It shall be determined as for any Valuation Day, by dividing the net assets of the Company attributable to each class of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any such Valuation Day, by the number of shares in the relevant class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order

to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation, in which case all relevant subscription and redemption requests will be dealt with on the basis of that second valuation.

The calculation of the net asset value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and notes payable on demand and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

- a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- b) The value of transferable securities, money market instruments and financial derivative instruments are valued on the basis of the last available price of the relevant stock exchange or regulated market which is recognized, operating regularly and open to the public (a «Regulated Market») on which these securities or assets are traded or admitted for trading. Where such securities or assets quoted or dealt in on one or more than one stock exchange or Regulated Market, the Company or its delegate shall adopt policies as to the order of priority in which such stock exchanges or other regulated markets shall be used for the provisions of prices or securities or assets.
- c) In the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other Regulated Market as aforesaid, the last available price is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.
- d) The financial derivative instruments which are listed on any stock exchange or traded on any Regulated Market will be valued in accordance with market practice
- e) Units or shares of undertakings for collective investment in transferable securities (“UCITS”) and undertakings for collective investment (“UCIs”) will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Company or its delegate on a fair and equitable basis.f) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis
- g) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the board of directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Company or its delegate.

The Company or its delegate may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company may include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including but not limited to administrative expenses, management fees, including incentive fees -if any-, custodian fees, and corporate agents’ fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company may take into account unless otherwise mentioned in the prospectus of the Company all expenses which may comprise but not be limited to formation expenses, fees and expenses payable to its Auditors and accountants, Custodian and its correspondents, Administrative Agent and Paying Agent, Domiciliary Agent, Registrar Agent, any Listing Agent, Management Company and permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the Directors and officers of the Company and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg, all compliance monitoring support and in any other country, reporting and publishing expenses including the costs of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, the costs for the publication of the issue, conversion and redemption prices and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount payable for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Sub-Fund in respect of each class of shares and may establish a Sub-Fund in respect of multiple classes of shares in the following manner:

(a) If multiple classes of shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned provided however, that within a Sub-Fund, the board of directors is empowered to define classes of shares so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific assignment of distribution, shareholder services or other fees and/or (v) the currency or currency unit in which the class may be quoted and based on the rate of exchange between such currency or currency unit and the reference currency of the relevant Sub-Fund and/or (vi) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant class of shares against long-term movements of their currency of quotation and/or (vii) such other features as may be determined by the board of directors from time to time in compliance with applicable law;

(b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the relevant class of shares issued in respect of such Sub-Fund, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the class of shares to be issued;

(c) The assets, liabilities, income and expenditure attributable to a Sub-Fund shall be applied to the class or classes of shares issued in respect of such Sub-Fund, subject to the provisions here above under (a);

(d) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Company to the same class or classes of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant class or classes of shares;

(e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes of shares pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith, provided that (i) where assets, on behalf of several Sub-Funds are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the board of directors, the respective right of each class of shares shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant class of shares to the relevant account or pool, and (ii) the right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the class of shares, as described in the sales documents for the shares of the Company;

(f) Upon the payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefor shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Conversion and Redemption of Shares. With respect to each class of shares, the net asset value per share and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the board of directors, such date being referred to herein as the «Valuation Day».

The Company may suspend the determination of the net asset value per share of any particular class and the issue, redemption and conversion of its shares from its shareholders from and to shares of each class:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Company attributable to a Sub-Fund quoted thereon; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the board of directors as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable; or

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

e) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the board of directors be effected at normal rates of exchange; or

f) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company; or

g) for a Feeder (as defined in the sales documents for the shares of the Company) when the net asset value, issue, conversion or redemption of units or shares of the Master (as defined in the sales documents for the shares of the Company) are suspended.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to shareholders having made an application for subscription, conversion or redemption of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, conversion and redemption of shares of any other class of shares if the assets within such other class of shares are not affected to the same extent by the same circumstances.

Any request for subscription, conversion or redemption shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day, as determined for each relevant Sub-fund, following the end of the period of suspension.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors proposed for election listed in the agenda of the general meeting of shareholders shall be elected by the majority of the votes cast.

Any candidate for director not proposed in the agenda of the meeting shall be elected only by vote of the majority of the shares outstanding.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board Meetings. The board of directors shall choose from among its members a chairman. It may choose a secretary, who needs not to be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors. The board of directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors.

The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the board may determine, are present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

Art. 16. Corporate Signature. Towards third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company or of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. Delegation of Power. The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or

corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders may be exercised by the board of directors.

The board of directors has, in particular, power to determine the corporate and investment policy of the Company and each Sub-Fund. The board of directors will determine the course and conduct of the investment policy of each Sub-Fund subject to such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time or be laid down in the laws and regulations of those countries where the shares are offered for sale to the public or in these Articles of Incorporation or as shall be adopted from time to time by resolutions of the board of directors and as shall be described in the sales documents for the shares of the Company

In the determination and implementation of the investment policy the board of directors may cause the assets of the Company to be invested in:

(1) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in an Eligible State; and/or

(2) transferable securities and money market instruments dealt in on another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public (a "Regulated Market"); and/or

(3) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or Regulated Market in an Eligible State and such admission is secured within a year of issue.

(For this purpose an "Eligible State" shall mean any member State of the Organisation for the Economic Cooperation and Development ("OECD") and any other country of Europe, North, Central & South America, Asia, Africa and Oceania); and/or

(4) units UCITS authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other UCIs within the meaning of Article 1, paragraph (2) points a) and b) of Directive 2009/65/EC, should they be situated in a Member State of the European Union or not, provided that:

- such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Luxembourg regulator to be equivalent to that laid down in Community Law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection for unit-holders in the other UCIs is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of the Directive 2009/65/EC;

- the business of the other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period.

- No more than 10% of the UCITS' or the other UCIs' assets, whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs; and/or

(5) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than twelve months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State of the European Union or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the Luxembourg Supervisory Authority as equivalent to those laid down in Community law; and/or

(6) money market instruments other than those dealt in on a Regulated Market, which are liquid and whose value can be determined with precision at any time, if the issuer or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or issued by an undertaking any securities of which are dealt in on Regulated Markets referred to in items (1), (2) or (3) above, or

- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the Luxembourg regulator to be at least as stringent as those laid down by Community law, or

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the Luxembourg regulator provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second and the third indents and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least ten million euros (EUR 10,000,000) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with the fourth directive 78/660/EEC, is

an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line;

(7) financial derivative instruments, including equivalent cashsettled instruments in accordance with article 41 (1) g) of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time.

PROVIDED THAT the Company may also invest in transferable securities and money market instruments other than those referred to above being understood that the total of such investment shall not exceed 10 % of the net assets of any Sub-Fund.

The Company may cause up to a maximum of 20 % of the net assets of any Sub- Fund to be invested in equity and/or debt securities issued by the same body provided the investment policy of the given Sub-Fund aims at replicating the composition of a certain stock or debt securities index which is recognised by the Luxembourg regulator, on the following basis:

- the composition of the index is sufficiently diversified,
- the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers,
- it is published in an appropriate manner.

This limit is 35 % of the net assets of any Sub-Fund where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

The Company may invest up to a maximum of 35 % of the net assets of any Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union (a "Member State"), its local authorities, by another Eligible State or by public international bodies of which one or more Member States are members.

The Company may further invest up to 100 % of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities or by a member State of the OECD or by public international bodies of which one or more Member States are members, provided the Company holds securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than 30 % of the total net assets of such Sub-Fund.

The board of directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the sales documents of the shares of the Company, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

The Company is authorised to perform cross-investments between Sub-Funds. A Sub-Fund (the Cross-investing Sub-Fund) may invest in one or more other Sub-Funds. Any acquisition of Shares of another Sub-Fund (the Target Sub-Fund) by the Cross-investing Sub-Fund is subject to the following conditions (and such other conditions as may be applicable in accordance with the terms of the sales documents for the shares of the Company):

- the Target Sub-Fund may not invest in the Cross-investing Sub-Fund;
- the Target Sub-Fund may not invest more than 10% of its net assets in UCITS (including other Sub-Funds) or other UCIs;
- the voting rights attached to the shares of the Target Sub-Fund are suspended during the investment by the Cross-investing Sub-Fund;
- the value of the shares of the Target Sub-Fund held by the Cross-investing Sub-Fund are not taken into account for the purpose of assessing the compliance with the EUR 1,250,000 minimum capital requirement; and
- duplication of management, subscription or redemption fees is prohibited.

The Company may create Feeder under the conditions provided by the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term «opposite interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor («réviseur d'entreprises agréé») appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time.

Title IV. General Meetings - Accounting Year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital. In such case, the general meeting shall be called within a month and the concerned shareholders must indicate the agenda of the meeting.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, on the first Tuesday in the month of March at 11.30 a.m.

If such day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Notices of general meetings are given in accordance with Luxembourg law, and if required, by publication in the Mémorial and the Luxemburger Wort in Luxembourg and in such other newspapers as the board of directors of the Company may determine.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda. The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/her/its shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Given that all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders. To the extent permitted by law, the convening notice to a general meeting may provide that the quorum and majority requirements will be assessed against the number of shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the relevant meeting (the Record Date) in which case, the right of any shareholder to participate in the meeting will be determined by reference to his/her/its holding as at the Record Date.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority votes cast.

Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the general meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

Art. 23. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares. The shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such class.

The provisions of Article 22, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority votes cast.

Art. 24. Termination of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that for any reason the value of the total net assets in any Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization or in the interests of the Shareholders would justify it, the board of directors may decide to redeem all the shares of the relevant Sub-Fund at the net asset value per Share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The decision to liquidate will be published (insofar as required by applicable regulations) or sent to the shareholders at their address indicated in the register of shareholders prior to the effective date of the liquidation and will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Where the board of directors does not have the authority to do so or where the board of directors determines that the decision should be put for shareholders' approval, the decision to redeem all the shares of the relevant Sub-Fund may be taken at a meeting of the relevant shareholders instead of being taken by the board of directors. The shareholders will be refunded at the net asset value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day, at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the votes cast at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

A Feeder shall be liquidated when the Master itself is liquidated or merged or split under the conditions provided for by the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time

Art. 25. Merger of the Company and of Sub-Funds:

(i) Mergers of the Company decided by the board of directors

The board of directors may decide to proceed with a merger of the Company (within the meaning of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time), either as receiving or absorbed UCITS, with:

- another Luxembourg or foreign UCITS (the "New UCITS"); or
- a sub-fund thereof,

and, as appropriate, to redesignate the shares of the Company concerned as shares of this New UCITS, or of the relevant sub-fund thereof as applicable.

In case the Company involved in a merger is the receiving UCITS, solely the board of directors will decide on the merger and effective date thereof.

In case the Company involved in a merger is the absorbed UCITS, and hence ceases to exist, the general meeting of the shareholders, rather than the board of directors, has to approve, and decide on the effective date of, such merger by a resolution adopted with no quorum requirement and at a simple majority of the votes cast. at such meeting.

Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time in particular concerning the merger project and the information to be provided to the shareholders.

(ii) Mergers of Sub-Fund decided by the board of directors

The board of directors may decide to proceed with a merger of any Sub-Fund, either as receiving or absorbed Sub-Fund, with:

- another existing Sub-Fund within the Company or another subfund within a New UCITS (the "New Sub-Fund"); or
- a New UCITS,

and, as appropriate, to redesignate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of the New UCITS, or of the New Sub-Fund as applicable.

Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the shareholders.

Art. 26. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

Art. 27. Distributions. The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of such SubFund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare, distributions.

For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued in respect of the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final Provisions

Art. 28. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the «Custodian»).

The Custodian shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time.

If the Custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 29. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 31 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided at the majority of one fourth of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be. The issue of new shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the general meeting of shareholders, to which the dissolution of the Company shall be proposed.

Art. 30. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial and two newspapers with adequate circulation, one of which must be a Luxembourg newspaper.

The liquidator(s) will realise each Sub-Fund's assets in the best interests of the shareholders and apportion the proceeds of the liquidation, after deduction of liquidation costs, amongst the shareholders of the relevant Sub-Fund according to their respective prorata.

Any amounts unclaimed by the shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they shall be forfeited.

The issue of new shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the general meeting of shareholders, to which the liquidation of the Company shall be proposed.

Art. 31. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 32. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time.

Second resolution

The Meeting RESOLVED to confirm the appointment of Deloitte Audit S.à.r.l as approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company for the period ending on the annual general meeting of shareholders to be held in 2015.

Third resolution

The Meeting RESOLVED to discard the existing French version of the articles of incorporation of the Company.

Nothing else being on the agenda, and no one else asking for the floor, the Meeting was closed at 2:30 p.m. CET.

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in article 26 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: F. PELÉ, J. VERGAUWEN, J.-F. RICHARD et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 juillet 2014. Relation: LAC/2014/35417. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 août 2014.

Référence de publication: 2014127783/835.

(140144624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

Dakar Financial Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 187.018.

In the year two thousand and fourteen,

on the eighteenth day of July.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing at SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

“2 HOLD INVESTMENTS, UNIPESSOAL, LDA”, a company incorporated and existing under the laws of Portugal, established and having its registered office at Avenida da Liberdade, n° 190, 4°B, 1250-147 Lisbon (Portugal),

here represented by:

Mr François MANTI, employee, with professional address at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg,

pursuant to a proxy given under private seal in Luxembourg, on 10 July 2014,

which proxy, after been signed “ne varietur” by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for registration purposes.

The appearing is the sole shareholder (the "Shareholder") of "DAKAR FINANCIAL GROUP S.A.", a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, which registered office is at 7, Val Sainte, Croix, L-1371 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number 187018, incorporated following a notarial deed enacted by the undersigned notary, on 12 May 2014, its publication in the Mémorial C, Recueil des sociétés et associations still pending, the "Company").

The appearing party has requested to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. Decision to cancel the current par value of the five hundred (500) existing shares of the Company.
 2. Decision to fix the new par value of the Company's shares at one euro (1.- EUR) and consequently decision to increase the number of shares from five hundred (500) to fifty thousand (50'000).
 3. Decision to amend Article 5, first paragraph of the Company's Articles of Incorporation accordingly.
 4. Decision to create two (2) Classes of Directors, Directors of Class A and Directors of Class B.
 5. Decision to amend Articles TEN (10) and THIRTEEN (13) of the Company's Articles of Incorporation accordingly.
- The Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder RESOLVES to cancel the current par value of the five hundred (500) existing shares of the Company being one hundred euro (100.- EUR) per share, thus a subscribed share capital of FIFTY THOUSAND EURO (50'000.- EUR).

Second resolution

The Shareholder RESOLVES to set a new par value of the Company's shares at ONE EURO (1.- EUR) increasing consequently the number of the shares from five hundred (500) to fifty thousand (50'000) in order to have henceforth a subscribed share capital of FIFTY THOUSAND EURO (50'000.- EUR) divided into fifty thousand (50'000) ordinary shares with a par value of ONE EURO (1.- EUR) per share.

Third resolution

The Shareholder RESOLVES to delegate to each director of the Company all and any powers to implement the above taken resolutions...

Fourth resolution

As a consequence of such change of par value followed by an increase of the number of shares, Article FIVE (5), first paragraph of the Company's Articles of Association is amended and shall therefore have the following new wording:

Art. 5. (first paragraph). "The corporate share capital is set at FIFTY THOUSAND EURO (50'000.- EUR) divided into fifty thousand (50'000) ordinary shares with a par value of ONE EURO (1.- EUR) per share and each fully paid up."

Fifth resolution

The Shareholder RESOLVES to create two (2) Classes of Directors, namely Class A Directors and Class B Directors.

Sixth resolution

In order to reflect the resolution adopted here above, the Shareholder RESOLVES to amend Articles TEN (10) and THIRTEEN (13) of the Company's Articles of Incorporation, in order to give such articles the following new wording:

Art. 10. "The board of directors shall choose from among its members a chairman, who shall always be considered as a Director of Category A and the remaining directors shall be Directors of Category B unless decided differently by the Board of Directors, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be

required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any directors may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of visioconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, and only if, at least, one director of category A and one director of category B are present or represented in this majority. Proxies between directors are permitted; with the restriction that one director can only represent one of the member of the board of directors.

Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast, and only if, at least, one director of category A and one director of category B are present or represented in this majority. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.”

Art. 13. “Towards third parties, the Company is in all circumstances committed either by the joint signatures of one director of category A and one director of category B, or by the sole signature of the delegate of the board acting within the limits of his powers. In case the board is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole director. In its current relations with the public administration, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.”

Declaration

The undersigned notary, who has personal knowledge of the English language, states herewith that at the request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing person, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said person signed together with Us, notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze,
le dix-huit juillet.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

est apparu:

«2 HOLD INVESTMENTS, UNIPESSOAL, LDA», une société constituée et existant sous les lois du Portugal, établie et ayant son siège social à Avenida da Liberdade, n° 190, 4°B, 1250-147 Lisbonne (Portugal),

ici représentée par:

Monsieur François MANTI, employé privé, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Luxembourg, le 10 juillet 2014,

laquelle, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique (l'«Actionnaire») de «DAKAR FINANCIAL GROUP S.A.», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187 018, constituée suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné, en date du 12 mai 2014, sa publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations étant encore en cours (la «Société»).

La partie comparante a reconnu être pleinement informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

- 1.- Décision de supprimer l'actuelle valeur nominale des cinq cents (500) actions existantes de la Société.
- 2.- Décision de fixer une nouvelle valeur nominale des actions de la Société à un euro (1.- EUR) et concomitamment d'augmenter le nombre d'actions de cinq cents (500) à cinquante mille (50'000).

3.- Décision de modifier en conséquence l'article 5, premier alinéa des statuts de la Société.

4. Décision de créer deux (2) Catégories d'Administrateurs, les Administrateurs de Catégorie A et les Administrateurs de Catégorie B.

5. Décision de modifier en conséquence les articles DIX (10) et TREIZE (13) des statuts de la Société.

L'Actionnaire a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire DECIDE d'annuler l'actuelle valeur nominale des cinq cents (500) actions de la Société étant cent euros (100.- EUR) par action, soit un capital social souscrit de CINQUANTE MILLE EUROS (50'000.- EUR).

Deuxième résolution

L'Actionnaire DECIDE de fixer une nouvelle valeur nominale des actions de la Société à UN EURO (1.- EUR), augmentant ainsi le nombre d'actions de cinq cents (500) à cinquante mille (50'000) en vue de recevoir un capital social souscrit de CINQUANTE MILLE EUROS (50'000.- EUR) divisé en cinquante mille (50'000) actions ordinaires avec une valeur nominale d'UN EURO (1.- EUR) par action.

Troisième résolution

L'Actionnaire DECIDE de déléguer à chaque administrateur de la Société tous les pouvoirs nécessaires afin d'exécuter les résolutions prises ci-avant.

Quatrième résolution

A la suite d'un tel changement de la valeur nominale suivi d'une augmentation du nombre d'actions, l'article CINQ (5), premier alinéa des statuts de la Société est modifié en conséquence et aura désormais la nouvelle teneur suivante:

Art. 5. (premier alinéa). «Le capital social est fixé à CINQUANTE MILLE EUROS (50'000.- EUR) et se trouve divisé en cinquante mille (50'000) actions ordinaires d'une valeur nominale d'UN EURO (1.- EUR) chacune, chaque action se trouvant intégralement libérée.»

Cinquième résolution

L'Actionnaire DECIDE de créer deux (2) Catégories d'Administrateurs, à savoir: les Administrateurs de Catégorie A et les Administrateurs de Catégorie B.

Sixième résolution

Afin de refléter la résolution adoptée ci-avant l'Actionnaire DECIDE de modifier les articles DIX (10) et TREIZE (13) des statuts de la Société, pour leur donner désormais la nouvelle teneur suivante:

Art. 10. «Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président, lequel sera toujours considéré comme un administrateur de catégorie A et les administrateurs restants seront des administrateurs de la catégorie B, à moins qu'autrement décidé par le conseil d'administration, et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée et uniquement si, au moins un administrateur de catégorie A et un administrateur de catégorie B sont présents ou représentés dans cette majorité. Le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue de ses membres, cette majorité devant nécessairement être composée d'au moins un administrateur de catégorie A et d'un administrateur de catégorie B, présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.»

Art. 13. «Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, dont obligatoirement une signature d'un administrateur de catégorie A et une signature d'un administrateur de catégorie B, ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.»

Déclaration

Le notaire soussigné qui a connaissance personnelle de la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la personne comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. MANTI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 juillet 2014. Relation: EAC/2014/10099. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014127782/205.

(140144807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

**Capital One Life Securities S.A., Société Anonyme,
(anc. Capital Life Securities S.A.).**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 180.853.

In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first July,
Before us Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of Capital Life Securities S.A. (the "Company"), a société anonyme having its registered office at L-2633 Senningerberg, 6b, route de Trèves, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 180.853, incorporated by deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, on 02 October 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 22 November 2013, number 2949.

The articles of incorporation of the Company were amended for the last time by deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, on 04 December 2013, published in the Mémorial of 31 January 2014, number 282.

The Meeting was presided by Mr Angel Martinez, administrative officer, professionally residing in Senningerberg, and Mr Marcel Learbuch, entrepreneur and manager, professionally residing in Senningerberg, was appointed as secretary and scrutineer.

The bureau having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

I.- The agenda of the Meeting is the following:

1. Change of the name of the Company from "Capital Life Securities S.A." into "Capital One Life Securities S.A." and consequential amendment of Article 1 of the Company's articles of incorporation.

2. Amendment of the first paragraph of Article 3 (object) of the Company's articles of incorporation so that this first paragraph shall read as follows:

“ **Art. 3. Object.** The object of the Company is to act as a securitisation company, under and subject to the law of 22nd March 2004 on securitisation, as amended, through the acquisition or assumption, directly or through another undertaking, of risks relating to claims, other assets (including, without limitation any kind of securities) or any kind of obligations assumed by third parties or inherent to all or part of the activities of third parties (the «Underlying Assets»). To the extent permitted by the law of 22nd March 2004 on securitisation, as amended, the Company may also directly grant loans to a third party provided that the Company does not allocate the funds raised to a credit activity on own account and that the documentation relating to the issue of securities clearly allows the granting of such loans and defines the characteristics of the loans to be granted. The Company may issue any kind of securities whose value or yield depends on such risks relating to the Underlying Assets (each, a «Securitisation»). The Company may issue securities as an unregulated securitisation undertaking within the limits of the law of 22nd March 2004 on securitisation, as amended. The Company may, whilst remaining within the scope of the law of 22nd March 2004 on securitisation, as amended, also borrow or raise funds from any entity in order to fund the purchase of Underlying Assets and/or to comply with any payment or other obligation it has under any of its securities or under any agreement to be entered into in the context of a Securitisation.”

II.- The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list; this attendance list, after having been signed by the shareholders and the proxyholders of the represented shareholders, has been controlled and signed by the members of the bureau of the Meeting.

The proxies of the represented shareholders, initialled “ne varietur” by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for registration purposes.

III.- It appears from the attendance list that 100 % of the share capital are present or represented at the Meeting and all shareholders present or represented declare having had due notice and knowledge of the agenda prior to the Meeting so that no convening notices were necessary.

IV.- The Meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, takes unanimously the following resolutions:

First resolution:

The Meeting resolves to change the name of the Company from “Capital Life Securities S.A.” into “Capital One Life Securities S.A.” and, consequently, to amend Article 1 of the Company’s articles of incorporation so that it shall read as follows:

“ **Art. 1. Form, Name.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued a securitization company in the form of a société anonyme, under the name of Capital One Life Securities S.A.”.

Second resolution:

The Meeting resolves to change the object of the Company as disclosed in the agenda and to amend the first paragraph of Article 3 of the Company’s articles of incorporation so that it shall read as follows:

“ **Art. 3. Object.** The object of the Company is to act as a securitisation company, under and subject to the law of 22nd March 2004 on securitisation, as amended, through the acquisition or assumption, directly or through another undertaking, of risks relating to claims, other assets (including, without limitation any kind of securities) or any kind of obligations assumed by third parties or inherent to all or part of the activities of third parties (the «Underlying Assets»). To the extent permitted by the law of 22nd March 2004 on securitisation, as amended, the Company may also directly grant loans to a third party provided that the Company does not allocate the funds raised to a credit activity on own account and that the documentation relating to the issue of securities clearly allows the granting of such loans and defines the characteristics of the loans to be granted. The Company may issue any kind of securities whose value or yield depends on such risks relating to the Underlying Assets (each, a «Securitisation»). The Company may issue securities as an unregulated securitisation undertaking within the limits of the law of 22nd March 2004 on securitisation, as amended. The Company may, whilst remaining within the scope of the law of 22nd March 2004 on securitisation, as amended, also borrow or raise funds from any entity in order to fund the purchase of Underlying Assets and/or to comply with any payment or other obligation it has under any of its securities or under any agreement to be entered into in the context of a Securitisation.”

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

Power of attorney

The appearing parties grant power to every employee of the office of the undersigned notary, to let draw up and sign all eventual rectifying deed of the present deed.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand one hundred Euros (EUR 1,100.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergencies between the English and the French texts, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil quatorze, le trente-et-un juillet

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven,

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée») de Capital Life Securities S.A. (la «Société»), une société anonyme ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6b, route de Trèves, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.853, constituée par acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, le 02 octobre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 22 novembre 2013, numéro 2949.

Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois par acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, le 04 décembre 2013, publié au Mémorial du 31 janvier 2013, numéro 282.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Angel Martinez, agent d'administration, demeurant professionnellement à Senningerberg, et Monsieur Marcel Learbuch, entrepreneur et directeur, demeurant professionnellement à Senningerberg, a été désigné comme secrétaire et scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Changement du nom de la Société de «Capital Life Securities S.A.» en «Capital One Life Securities S.A» et modification conséquente de l'article 1 des statuts de la Société.

2. Modification du premier paragraphe de l'article 3 (objet) des statuts de la Société de sorte que ce paragraphe se lise comme suit:

«L'objet de la Société est d'agir en qualité de société de titrisation, au sens de et conformément à, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, par l'acquisition ou la prise en charge, directement ou par l'intermédiaire d'un autre organisme, de risques liés à des créances, à d'autres biens (y compris, sans limitation, toutes sortes de titres) ou à toutes sortes d'engagements assumés par des tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers (les «Actifs Sous-Jacents»). Dans la limite autorisée par la loi du 22 mars 2004, la Société peut aussi directement octroyer des prêts à des tiers pour autant que la Société n'alloue pas les fonds recueillis à une activité de crédit pour son propre compte et que la documentation relative à l'émission des titres autorise clairement l'octroi de tels prêts et définit les caractéristiques des prêts octroyés. La Société peut émettre toutes sortes de valeurs mobilières dont la valeur et/ou le rendement dépend (ent) de ces risques liés aux Actifs Sous-Jacents (la «Titrisation»). La Société peut émettre des valeurs mobilières en qualité d'organisme de titrisation non régulé dans les limites de la loi du 22 mars 2004. La Société peut aussi, en restant dans le champ d'application de la loi du 22 mars 2004, emprunter ou lever des fonds auprès de toute autre entité pour financer l'acquisition des Actifs Sous-Jacents et/ou pour respecter toute obligation de paiement ou autre obligation conformément à ces valeurs mobilières ou tout contrat ayant été conclu dans le cadre d'une Titrisation».

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau de l'Assemblée.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées „ne varietur“ par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

III. Il résulte de la liste de présence que l'intégralité du capital social est présente ou représentée à l'Assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'Assemblée qui leur a été communiqué au préalable de sorte qu'aucun avis de convocation n'est nécessaire.

IV. L'Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée prend, après délibération, à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Assemblée décide de changer le nom de la Société de «Capital Life Securities S.A.» dans «Capital One Life Securities S.A.» et, par conséquent, de modifier l'article 1 des statuts de la Société afin qu'il se lise comme suit:

« **Art. 1^{er} . Forme, Dénomination.** Il existe, entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront détenteur des actions émises ci-après, une société de titrisation sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de Capital One Life Securities S.A.».

Seconde résolution:

L'Assemblée décide de changer l'objet de la Société tel qu'indiqué dans l'ordre du jour et de modifier le premier paragraphe de l'article 3 des statuts de la Société afin qu'il se lise comme suit:

«L'objet de la Société est d'agir en qualité de société de titrisation, au sens de et conformément à, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, par l'acquisition ou la prise en charge, directement ou par l'intermédiaire d'un autre organisme, de risques liés à des créances, à d'autres biens (y compris, sans limitation, toutes sortes de titres) ou à toutes sortes d'engagements assumés par des tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers (les «Actifs Sous-Jacents»). Dans la limite autorisée par la loi du 22 mars 2004, la Société peut aussi directement octroyer des prêts à des tiers pour autant que la Société n'alloue pas les fonds recueillis à une activité de crédit pour son propre compte et que la documentation relative à l'émission des titres autorise clairement l'octroi de tels prêts et définisse les caractéristiques des prêts octroyés. La Société peut émettre toutes sortes de valeurs mobilières dont la valeur et/ou le rendement dépend (ent) de ces risques liés aux Actifs Sous-Jacents (la «Titrisation»). La Société peut émettre des valeurs mobilières en qualité d'organisme de titrisation non régulé dans les limites de la loi du 22 mars 2004. La Société peut aussi, en restant dans le champ d'application de la loi du 22 mars 2004, emprunter ou lever des fonds auprès de toute autre entité pour financer l'acquisition des Actifs Sous-Jacents et/ou pour respecter toute obligation de paiement ou autre obligation conformément à ces valeurs mobilières ou tout contrat ayant été conclu dans le cadre d'une Titrisation».

L'ordre du jour étant épuisé, l'Assemblée est clôturée.

Pouvoirs

Les comparants donnent pouvoir à tous clerks et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

Frais

Les frais, coûts, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la Société en raison du présent acte, s'élèvent approximativement à la somme de mille cent euros (EUR 1.100.-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite de tout ce qui précède aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms, état et demeures, ces derniers ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Angel Martinez, Marcel Learbuch, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 1^{er} août 2014. LAC / 2014 / 36600. Reçu 75.-€.

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014127713/175.

(140145092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

Carolla Global S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 176.389.

Im Jahre zweitausendvierzehn, am achtundzwanzigsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, mit dem Amtssitz zu Remich (Großherzogtum Luxemburg),

ist erschienen:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung SBC International S.à r.l., mit Sitz in L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong; eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister zu Luxembourg, Sektion B unter Nummer B156486;

hier vertreten durch ihre alleinige Geschäftsführerin Frau Anna Ivanovna SALEWSKI, Geschäftsführerin, beruflich wohnhaft in L-1430 Luxembourg, 6, Boulevard Pierre Dupong.

Die erschienene Partei erklärt alleiniger Aktionär zu sein der Gesellschaft „Carolla Global S.A.“, einer Aktiengesellschaft mit Sitz in L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong, gegründet gemäß notarieller Urkunde am 19. März 2013, die im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 4. Juni 2013 unter der Nummer 1315, veröffentlicht wurde.

Die erschienene Partei, die das gesamte Gesellschaftskapital von zweihundertdreiundvierzigtausendfünfhundert EURO (243.500.- EUR) eingeteilt in zweitausendvierhundertfünfunddreißig (2.435) Aktien von je einhundert EURO (100.- EUR) vertritt, hier handelnd anstelle der Hauptversammlung der Aktionäre, hat folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Der alleinige Aktionär beschließt den Gesellschaftszweck der Gesellschaft zu erweitern um einen neuen Absatz einzufügen.

Zweiter Beschluss

Zwecks Anpassung der Satzung der Gesellschaft an diesen vorhergehenden Beschluss, beschließt der alleinige Aktionär den ganzen Artikel 3 und den neuen Absatz in der englischen und französischen Sprache folgenden neuen Wortlaut zu geben:

„ **Art. 3.** The company may make any transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

It may use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, to acquire by way of investment, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

Within the limits of its activity, the company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

The company may also undertake any commercial, industrial and financial transactions, which it might deem useful for the accomplishment of its purpose.

The company may also have the following activities:

- administration of licences and patents for third parties
- issuance of sublicences,
- acquisition, administration and renting of own real estate,
- management and development of real estate for third parties.“

Anschließend die französische Übersetzung:

„ **Art. 3.** La société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, tous titres et droits et les aliéner par vente, échange ou encore autrement; la société pourra octroyer aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, industrielles et financières susceptibles de favoriser l'accomplissement des activités décrites ci-dessus.

La société a en outre pour objet:

- l'administration de licences et de brevets pour des parties tierces,
- la délivrance de sous licences;
- l'acquisition, l'administration et la location d'immeubles appartenant à la société,
- l'administration et le développement d'immeubles pour des parties tierces.“

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Remich, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: A. SALEWKI, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 30 juillet 2014. Relation: REM/2014/1651. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Remich, den 11. August 2014.

Référence de publication: 2014127715/72.

(140145097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

BCEE Asset Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 6A, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 98.746.

L'an deux mille quatorze, le dix juillet.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "BCEE ASSET MANAGEMENT S.A.", ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 6a, rue Goethe, R.C.S. Luxembourg section B numéro 98.746, constituée originellement sous la dénomination de "LUX-ASSET MANAGEMENT", suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 22 décembre 2003, publié au Mémorial C, numéro 224 du 25 février 2004, et dont les statuts ont été modifiés:

- suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, prêté, en date du 29 janvier 2004, publié au Mémorial C, numéro 224 du 25 février 2004,

- suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, prêté, en date du 27 mars 2006, publié au Mémorial C, numéro 757 du 13 avril 2006,

- suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, prêté, en date du 9 décembre 2010, publié au Mémorial C, numéro 479 du 14 mars 2011,

L'assemblée est présidée par Monsieur Claude BETTENDORFF, employé de banque à la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Patrick SCHU, employé de banque à la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée désigne comme scrutatrice Madame Monique VOLVERT, employée de banque à la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- La présente assemblée a été convoquée par des lettres contenant l'ordre du jour adressées par recommandé aux actionnaires en date du 1^{er} juillet 2014.

III.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que, sur les 12.500 (douze mille cinq cents) actions, actuellement émises, 12.500 (douze mille cinq cents) actions sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, laquelle par conséquent est régulièrement constituée et apte à prendre valablement toutes décisions sur les points de l'ordre du jour.

IV.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

(1) Modification de l'article 3 des statuts définissant l'objet social de la société, afin de lui donner la teneur suivante:

a) version anglaise

«The purpose of the Corporation is:

- The management of one or more Luxembourg and/or foreign undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") authorised in accordance with European Directive 2009/65/EC, and other Luxembourg and/or foreign undertakings for collective investment and other investment vehicles ("UCI"), in accordance with Article 101(2) and Annex II of the Luxembourg Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law").

- The execution, for one or more Luxembourg and/or foreign alternative investment funds ("AIF") under European Directive 2011/61/EU, of the functions provided for in Article 5(2) with reference to Annex I of the Luxembourg Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law").

UCITS, UCI and AIF are hereinafter referred to collectively as "Funds".

The activities involved in the collective portfolio management of Funds include the following functions:

- Portfolio management. Within the context of portfolio management, the Company may, on a Fund's behalf, (i) take investment decisions and provide any advice or recommendations regarding investments to be made, (ii) enter into contracts, (iii) buy, sell, trade and issue any transferable securities or other assets, (iv) exercise all voting rights attached to the securities held by the Funds under management. The above is an indicative list and is not exhaustive;

- Risk management. The activities involved in managing Funds include the management of Fund risks, as provided for by Annex I of the 2013 Law;

- Administration. The activities involved in managing Funds include the functions listed in Annex II of the 2010 Law and Annex I of the 2013 Law, namely (i) legal and Fund management accounting services, (ii) management of client enquiries, (iii) portfolio valuation and the pricing of units and/or shares (including tax implications), (iv) regulatory compliance monitoring, (v) maintenance of the unitholder and/or shareholder register, (vi) distribution of income, (vii) unit and/or share issues and redemptions, (viii) contract settlements (including certificate dispatch), and (ix) record keeping;

- Distribution. The activities involved in managing Funds include the marketing, distribution and placement of Fund units and/or shares in Luxembourg and abroad;

- Other activities. Activities related to the assets of Funds, namely services necessary to meet the fiduciary duties of the Company, facilities management, real estate administration activities, advice to undertakings on capital structure, industrial strategy and related matters, advice and services relating to mergers and the purchase of undertakings and other services connected to the management of the Fund and the companies and other assets in which it has invested.

The Company may also provide:

- investment portfolio management services, including for portfolios held by pension funds, on a discretionary and client-by-client basis, within the context of mandates given by investors, where such portfolios include one or more of the instruments listed in section B of Annex II of the amended Law of 5 April 1993 on the financial sector, in accordance with Article 101(3) of the 2010 Law;

- portfolio management services, including for portfolios held by occupational pension funds and institutions for occupational retirement provision, in accordance with Article 19(1) of Directive 2003/41/EC, within the context of mandates given by investors on a discretionary and client-by-client basis, in accordance with Article 5(4) a) of the 2013 Law;

- ancillary investment advice services, in accordance with Article 101(3) b) of the 2010 Law and Article 5(4) b) of the 2013 Law;

- ancillary safekeeping and administration services for units or shares of undertakings for collective investment, in accordance with Article 101(3) b) of the 2010 Law and Article 5(4) b) of the 2013 Law;

- ancillary order receipt and transfer services relating to financial instruments, in accordance with Article 5(4) b) of the 2013 Law;

The Company may also carry out its activities outside the Grand Duchy of Luxembourg under the freedom to provide services and/or by setting up representative offices or branches.

The Company may perform any activities it deems relevant to the accomplishment of its objectives, within the limits authorised by the Law of 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law"), the 2010 Law, the 2013 Law and any other legislation or regulation under which the Company is authorised to perform its activities.»

b) version française

«L'objet social de la Société est:

- La gestion d'un ou plusieurs organismes de placement collectif en valeurs mobilières («OPCVM») luxembourgeois et/ou étrangers agréés conformément à la Directive Européenne 2009/65/CE ainsi que d'autres organismes de placement collectif et autres véhicules d'investissement («OPC») luxembourgeois et/ou étrangers, en conformité avec l'article 101 (2) et l'annexe II de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif (la «Loi de 2010»),

- L'exécution pour un ou plusieurs fonds d'investissement alternatifs luxembourgeois et/ou étrangers («FIA») au sens de la Directive Européenne 2011/61/UE, des fonctions prévues à l'article 5(2) par renvoi à l'annexe I de la loi luxembourgeoise du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (la «Loi de 2013»). OPCVM, OPC et FIA sont collectivement nommés ci-après les «Fonds».

L'activité de gestion collective de portefeuille des Fonds inclut les fonctions suivantes:

- Gestion de portefeuille. A ce titre, la Société pourra, pour le compte des Fonds, (i) prendre des décisions d'investissement et donner tout avis ou recommandation quant aux investissements à effectuer, (ii) conclure des contrats, (iii) acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières et tous autres avoirs, (iv) exercer tous les droits de vote attachés aux titres détenus par les Fonds sous gestion. Cette énumération n'est pas exhaustive mais indicative;

- Gestion des risques. L'activité de gestion des Fonds inclut la fonction de gestion des risques des Fonds, tel que prévu par l'Annexe I de la Loi de 2013;

- Administration. L'activité de gestion des Fonds inclut les fonctions telles que listées en Annexe II de la Loi de 2010 et Annexe I de la Loi de 2013, c'est-à-dire (i) services juridiques et de gestion comptable des Fonds, (ii) demande de renseignements des clients, (iii) évaluation du portefeuille et détermination de la valeur des parts et/ou actions (y compris les aspects fiscaux), (iv) contrôle du respect des dispositions réglementaires, (v) tenue du registre des porteurs de parts

et/ou actionnaires, (vi) répartition des revenus, (vii) émission et rachat de parts et/ou d'actions, (viii) règlement des contrats (y compris envoi des certificats) et (ix) enregistrement et conservation des opérations;

- Distribution. L'activité de gestion des Fonds inclut la commercialisation, la distribution et le placement des parts et/ou actions des Fonds à Luxembourg et à l'étranger;

- Autres activités. Les activités liées aux actifs d'un Fonds, à savoir l'exécution des services nécessaires pour que soient remplis les devoirs fiduciaires de la Société, et assurés la gestion des infrastructures, les activités d'administration des immeubles, le conseil aux entreprises concernant la structure du capital, la stratégie industrielle et les questions connexes, le conseil et les services concernant les fusions et les acquisitions, et d'autres services liés à la gestion du Fonds et des sociétés et autres actifs dans lesquels il a investi.

La Société pourra également fournir:

- des services de gestion de portefeuilles d'investissement, y compris ceux qui sont détenus par des fonds de retraite, sur une base discrétionnaire et individualisée, dans le cadre d'un mandat donné par les investisseurs, lorsque ces portefeuilles comportent un ou plusieurs des instruments énumérés à la section B de l'annexe II de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, conformément à l'article 101(3) de la Loi de 2010;

- des services de gestion de portefeuilles, y compris ceux détenus par des fonds de retraite et des institutions de retraite professionnelle, conformément à l'article 19, paragraphe (1), de la directive 2003/41/CE, dans le cadre des mandats donnés par des investisseurs sur une base discrétionnaire et individualisée, conformément à l'article 5(4) a) de la Loi de 2013;

- des services auxiliaires de conseils en investissement, conformément à l'article 101(3) b) de la Loi de 2010 et à l'article 5(4) b) de la Loi de 2013;

- des services auxiliaires de garde et administration pour des parts ou actions d'organismes de placement collectif conformément à l'article 101(3) b) de la Loi de 2010 et à l'article 5(4) b) de la Loi de 2013;

- des services auxiliaires de réception et de transmission d'ordres portant sur des instruments financiers conformément à l'article 5(4) b) de la Loi de 2013.

La Société pourra exercer ses activités en dehors du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de l'exercice de la libre prestation de services et/ou via l'ouverture de bureaux de représentation ou de succursales.

La Société pourra exercer toutes les activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois dans les limites autorisées par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi de 1915»), par la Loi de 2010, la Loi de 2013 et toute autre loi ou réglementation en application de laquelle la Société est autorisée à exercer ses activités.»

(2) Modification des articles 6, 11, 12, 17 et 22 des statuts de la société

(3) Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution:

L'assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts définissant l'objet social de la société, afin de lui donner la teneur reprise dans l'ordre du jour.

Deuxième résolution:

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 6 des statuts de la société, afin de lui donner la teneur suivante:

a) version anglaise

«The capital of the Corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation as prescribed in Article twenty-one hereof.»

b) version française

«Le capital de la Société pourra être augmenté ou réduit par résolution des actionnaires adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts, tel que prévu par l'article vingt et un ci-après.»

Troisième résolution:

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 11 des statuts de la société, afin de lui donner la teneur suivante:

a) version anglaise

«The Corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three members, who need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting, for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.»

b) version française

«La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins lesquels n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle pour une période se terminant à la prochaine assemblée générale annuelle et jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus; toutefois un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de retraite ou autrement, les administrateurs restants pourront se réunir et élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Au cas où, lors d'une réunion, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président aura une voix prépondérante.»

Quatrième résolution:

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 12 des statuts de la société, afin de lui donner la teneur suivante:

a) version anglaise

«The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director, and in respect of shareholders' meetings any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a general manager, the secretary and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or telex or telefax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by telegram or telex or telefax or e-mail another director as his proxy. A director may represent several other directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

A director may attend at and be considered as being present at a meeting of the board of directors by telephone or video conference means.

The directors, acting unanimously by a circular resolution, may express their consent on one or several separate instruments in writing or by telex or telegram confirmed in writing or by telefax, which shall together constitute appropriate minutes evidencing such decision.»

b) version française

«Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président et pourra élire parmi ses membres un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur. Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées des actionnaires et les réunions du conseil d'administration, mais en son absence les actionnaires ou le conseil d'administration peuvent désigner à la majorité un autre administrateur, et pour les assemblées des actionnaires toute autre personne, pour assumer pro tempore la présidence de ces assemblées et réunions.

Le conseil d'administration peut nommer de temps en temps des directeurs et fondés de pouvoir de la Société, dont un directeur général, le secrétaire et des directeurs généraux-adjoints, des secrétaires adjoints ou d'autres directeurs et fondés de pouvoir jugés nécessaires pour les opérations et la gestion de la Société. Pareilles nominations peuvent être

révoquées à tout moment par le conseil d'administration. Les directeurs et fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les statuts n'en décident pas autrement, les directeurs et fondés de pouvoir nommés auront les pouvoirs et les charges qui leur sont attribués par le conseil d'administration.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre cette convocation par l'acceptation par écrit ou par câble, ou télégramme, ou télex ou téléfax de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur peut se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télégramme, ou télex ou téléfax, ou courrier électronique un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter plusieurs autres administrateurs.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir que si au moins la moitié des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à la réunion.

Un administrateur peut assister à et être considéré comme étant présent à une réunion du conseil d'administration par des moyens téléphoniques ou par vidéo conférence.

Les administrateurs agissant à l'unanimité par résolution circulaire, peuvent exprimer leur accord en un ou plusieurs documents par écrit, ou par télex, télégramme confirmé par écrit ou par téléfax, qui ensemble constituent le procès-verbal de la prise de cette décision.»

Cinquième résolution:

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 17 des statuts de la société, afin de lui donner la teneur suivante:

a) version anglaise

«The Corporation will entrust the audit of its annual accounting documents to one or more réviseurs d'entreprises agréés (approved external auditors) justifying an adequate professional experience.

The approved external auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.»

b) version française

«La Société chargera pour la vérification des documents relatifs aux comptes annuels un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés justifiant d'une expérience professionnelle appropriée.

Le réviseur d'entreprises agréé en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par les actionnaires.»

Sixième résolution:

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 22 des statuts de la société, afin de lui donner la teneur suivante:

a) version anglaise

«All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2010 Law and the 2013 Law.»

b) version française

«Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi de 1915, de la Loi de 2010 et de la Loi de 2013.»

Frais:

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: C. BETTENDORFF, P. SCHU, M. VOLVERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 14 juillet 2014. Relation: LAC/2014/32812. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014127686/265.

(140144659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

BCEE Asset Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 6A, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 98.746.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux juillet.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "BCEE ASSET MANAGEMENT S.A.", ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 6a, rue Goethe, R.C.S. Luxembourg section B numéro 98.746, constituée originellement sous la dénomination de "LUX-ASSET MANAGEMENT", suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 22 décembre 2003, publié au Mémorial C, numéro 224 du 25 février 2004, et dont les statuts ont été modifiés:

- suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, prèdit, en date du 29 janvier 2004, publié au Mémorial C, numéro 224 du 25 février 2004,

- suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, prèdit, en date du 27 mars 2006, publié au Mémorial C, numéro 757 du 13 avril 2006,

- suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, prèdit, en date du 9 décembre 2010, publié au Mémorial C, numéro 479 du 14 mars 2011,

- suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, prèdit, en date du 10 juillet 2014, en voie de publication au Mémorial C,

L'assemblée est présidée par Monsieur Claude BETTENDORFF, employé de banque à la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Patrick SCHU, employé de banque à la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée désigne comme scrutatrice Madame Monique VOLVERT, employée de banque à la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et tous les actionnaires présents et représentés déclarant avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage.

III.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que, sur les 12.500 (douze mille cinq cents) actions, actuellement émises, 12.500 (douze mille cinq cents) actions sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, laquelle par conséquent est régulièrement constituée et apte à prendre valablement toutes décisions sur les points de l'ordre du jour.

IV.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

(1) Modification de l'article 3 des statuts définissant l'objet social de la société, afin de lui donner la teneur suivante:

a) version anglaise

«The purpose of the Corporation is:

- The management of one or more Luxembourg and/or foreign undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") authorised in accordance with European Directive 2009/65/EC, and other Luxembourg and/or foreign undertakings for collective investment and other investment vehicles ("UCI"), in accordance with Article 101(2) and Annex II of the Luxembourg Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law").

- The execution, for one or more Luxembourg and/or foreign alternative investment funds ("AIF") under European Directive 2011/61/EU, of the functions provided for in Article 5(2) with reference to Annex I of the Luxembourg Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law").

UCITS, UCI and AIF are hereinafter referred to collectively as "Funds".

The activities involved in the collective portfolio management of Funds include the following functions:

- Portfolio management. Within the context of portfolio management, the Company may, on a Fund's behalf, (i) take investment decisions and provide any advice or recommendations regarding investments to be made, (ii) enter into contracts, (iii) buy, sell, trade and issue any transferable securities or other assets, (iv) exercise all voting rights attached to the securities held by the Funds under management. The above is an indicative list and is not exhaustive;

- Risk management. The activities involved in managing Funds include the management of Fund risks, as provided for by Annex I of the 2013 Law;

- Administration. The activities involved in managing Funds include the functions listed in Annex II of the 2010 Law and Annex I of the 2013 Law, namely (i) legal and Fund management accounting services, (ii) management of client enquiries, (iii) portfolio valuation and the pricing of units and/or shares (including tax implications), (iv) regulatory compliance monitoring, (v) maintenance of the unitholder and/or shareholder register, (vi) distribution of income, (vii) unit and/or share issues and redemptions, (viii) contract settlements (including certificate dispatch), and (ix) record keeping;

- Distribution. The activities involved in managing Funds include the marketing, distribution and placement of Fund units and/or shares in Luxembourg and abroad;

- Other activities. Activities related to the assets of Funds, namely services necessary to meet the fiduciary duties of the Company, facilities management, real estate administration activities, advice to undertakings on capital structure, industrial strategy and related matters, advice and services relating to mergers and the purchase of undertakings and other services connected to the management of the Fund and the companies and other assets in which it has invested.

The Company may also provide:

- investment portfolio management services, including for portfolios held by pension funds, on a discretionary and client-by-client basis, within the context of mandates given by investors, where such portfolios include one or more of the instruments listed in section B of Annex II of the amended Law of 5 April 1993 on the financial sector, in accordance with Article 101(3) of the 2010 Law;

- portfolio management services, including for portfolios held by occupational pension funds and institutions for occupational retirement provision, in accordance with Article 19(1) of Directive 2003/41/EC, within the context of mandates given by investors on a discretionary and client-by-client basis, in accordance with Article 5(4) a) of the 2013 Law;

- ancillary investment advice services, in accordance with Article 101(3) b) of the 2010 Law and Article 5(4) b) of the 2013 Law.

The Company may also carry out its activities outside the Grand Duchy of Luxembourg under the freedom to provide services and/or by setting up representative offices or branches.

The Company may perform any activities it deems relevant to the accomplishment of its objectives, within the limits authorised by the Law of 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law"), the 2010 Law, the 2013 Law and any other legislation or regulation under which the Company is authorised to perform its activities.»

b) version française

«L'objet social de la Société est:

- La gestion d'un ou plusieurs organismes de placement collectif en valeurs mobilières («OPCVM») luxembourgeois et/ou étrangers agréés conformément à la Directive Européenne 2009/65/CE ainsi que d'autres organismes de placement collectif et autres véhicules d'investissement («OPC») luxembourgeois et/ou étrangers, en conformité avec l'article 101 (2) et l'annexe II de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif (la «Loi de 2010»),

- L'exécution pour un ou plusieurs fonds d'investissement alternatifs luxembourgeois et/ou étrangers («FIA») au sens de la Directive Européenne 2011/61/UE, des fonctions prévues à l'article 5(2) par renvoi à l'annexe I de la loi luxembourgeoise du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (la «Loi de 2013»). OPCVM, OPC et FIA sont collectivement nommés ci-après les «Fonds». L'activité de gestion collective de portefeuille des Fonds inclut les fonctions suivantes:

- Gestion de portefeuille. A ce titre, la Société pourra, pour le compte des Fonds, (i) prendre des décisions d'investissement et donner tout avis ou recommandation quant aux investissements à effectuer, (ii) conclure des contrats, (iii) acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières et tous autres avoirs, (iv) exercer tous les droits de vote attachés aux titres détenus par les Fonds sous gestion. Cette énumération n'est pas exhaustive mais indicative;

- Gestion des risques. L'activité de gestion des Fonds inclut la fonction de gestion des risques des Fonds, tel que prévu par l'Annexe I de la Loi de 2013;

- Administration. L'activité de gestion des Fonds inclut les fonctions telles que listées en Annexe II de la Loi de 2010 et Annexe I de la Loi de 2013, c'est-à-dire (i) services juridiques et de gestion comptable des Fonds, (ii) demande de renseignements des clients, (iii) évaluation du portefeuille et détermination de la valeur des parts et/ou actions (y compris les aspects fiscaux), (iv) contrôle du respect des dispositions réglementaires, (v) tenue du registre des porteurs de parts et/ou actionnaires, (vi) répartition des revenus, (vii) émission et rachat de parts et/ou d'actions, (viii) règlement des contrats (y compris envoi des certificats) et (ix) enregistrement et conservation des opérations;

- Distribution. L'activité de gestion des Fonds inclut la commercialisation, la distribution et le placement des parts et/ou actions des Fonds à Luxembourg et à l'étranger;

- Autres activités. Les activités liées aux actifs d'un Fonds, à savoir l'exécution des services nécessaires pour que soient remplis les devoirs fiduciaires de la Société, et assurés la gestion des infrastructures, les activités d'administration des immeubles, le conseil aux entreprises concernant la structure du capital, la stratégie industrielle et les questions connexes,

le conseil et les services concernant les fusions et les acquisitions, et d'autres services liés à la gestion du Fonds et des sociétés et autres actifs dans lesquels il a investi.

La Société pourra également fournir:

- des services de gestion de portefeuilles d'investissement, y compris ceux qui sont détenus par des fonds de retraite, sur une base discrétionnaire et individualisée, dans le cadre d'un mandat donné par les investisseurs, lorsque ces portefeuilles comportent un ou plusieurs des instruments énumérés à la section B de l'annexe II de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, conformément à l'article 101(3) de la Loi de 2010;

- des services de gestion de portefeuilles, y compris ceux détenus par des fonds de retraite et des institutions de retraite professionnelle, conformément à l'article 19, paragraphe (1), de la directive 2003/41/CE, dans le cadre des mandats donnés par des investisseurs sur une base discrétionnaire et individualisée, conformément à l'article 5(4) a) de la Loi de 2013;

- des services auxiliaires de conseils en investissement, conformément à l'article 101(3) b) de la Loi de 2010 et à l'article 5(4) b) de la Loi de 2013. La Société pourra exercer ses activités en dehors du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de l'exercice de la libre prestation de services et/ou via l'ouverture de bureaux de représentation ou de succursales.

La Société pourra exercer toutes les activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois dans les limites autorisées par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi de 1915»), par la Loi de 2010, la Loi de 2013 et toute autre loi ou réglementation en application de laquelle la Société est autorisée à exercer ses activités.»

(2) Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts définissant l'objet social de la société, afin de lui donner la teneur reprise dans l'ordre du jour.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: C. BETTENDORF, P. SCHU, M. VOLVERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 23 juillet 2014. Relation: LAC/2014/34624. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014127687/148.

(140145108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

Beranti S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 22, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 65.346.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mil quatorze, le quatre août,

s'est tenue

par devant le soussigné Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme BERANTI S.A. SPF, ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 22, Boulevard de la Foire,

Constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 02 juillet 1998, publié au Mémorial C numéro 702 du 30 septembre 1998,

inscrite au registre de commerce et des sociétés près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg sous le numéro B 65346,

et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'une assemblée générale extraordinaire actée par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 15 décembre 2010, publié au Mémorial C numéro 1004 du 14 mai 2011.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Véronique GILSON-BARATON, employée privée, demeurant à Garnich,

qui désigne comme secrétaire Madame Manon HOFFMANN, employée privée, demeurant à Differdange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Maître Jean-Paul KILL, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été paraphée «ne varietur» sera enregistrée avec le présent acte.

Il résulte de la liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée et qu'il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

Madame le Président expose et prie le notaire d'acter que:

1. Les actions représentant le capital de la société sont détenues par Maître Jean-Paul KILL, Avocat à la Cour, demeurant à L-1528 Luxembourg, 22, Boulevard de la Foire.

2. l'actionnaire a décidé de liquider la Société avec effet immédiat et, pour autant que de besoin, Maître Jean-Paul KILL va prendre la qualité de liquidateur;

3. l'actionnaire déclare reprendre par la présente tous les actifs de la Société et prendre en charge tout le passif de la Société et en particulier le passif occulte et inconnu à ce moment;

5. la Société est partant liquidée et la liquidation est clôturée;

6. l'actionnaire donne pleine et entière décharge aux administrateurs et commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat;

7. les livres, documents et pièces relatives à la Société resteront conservés durant cinq ans au domicile de l'actionnaire.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée est levée à 15h00.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentaire, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, tous connus du notaire par nom, prénom, état et demeure, tous ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J.P. KILL, M. HOFFMANN, V. BARATON, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 4 août 2014. Relation: CAP/2014/3031. Reçu soixante-quinze euros 75,-€.

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme,

Capellen, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014127694/50.

(140144737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

Hamacolor S.à r.l, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6315 Beaufort, 1, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 159.332.

Im Jahre zwei tausend vierzehn.

Den einunddreißigsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

Herr Hubert HAMACHER, Kaufmann, wohnhaft in D-53909 Zülpich, Virnicher Strasse, 12.

Welcher Komparent dem unterzeichneten Notar erklärte, dass er der alleinige Anteilhaber der Gesellschaft mit beschränkter Haftung Hamacolor S.à r.l. ist, mit Sitz in L-6315 Beaufort, 1, rue de l'Ecole, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 159.332 (NIN 2011 2406 507).

Dass besagte Gesellschaft gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 2. März 2011, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1126 vom 26. Mai 2011 und deren Statuten abgeändert wurden zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 26. November 2012 veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 72 vom 11. Januar 2013.

Dass das Kapital der Gesellschaft sich auf zwölf tausend fünf hundert Euro (€ 12.500.-) beläuft, aufgeteilt in ein hundert (100) Anteile von je ein hundert fünfzig Euro (€ 125.-), alle zugeteilt Herrn Hubert HAMACHER, vorgeannt.

Alsdann hat der Komparent, den unterzeichneten Notar ersucht Nachstehendes wie folgt zu beurkunden:

Anteilübertragung

Herr Hubert HAMACHER, vorgeannt, überträgt und überlässt hiermit unter der Gewähr Rechtens ein hundert (100) ihm gehörende Anteile an besagter Gesellschaft an die Gesellschaft deutschen Rechts Hamacher & Wexel GmbH, mit Sitz in D-53879 Euskirchen, Roitzheimer Strasse, 178, eingetragen beim Handelsregister B des Amtsgerichts Bonn unter

der Nummer HRB 10963 für den Betrag von fünfzig tausend achtundvierzig Euro und neunundsechzig Cent (€ 50.048,69.-).

Die vertragliche Verpflichtung zum Verkauf und zur Übertragung der Gesellschaftsanteile ergibt sich aus der notariellen Urkunde des Notars Dr. Klaus-Jürgen GÖTZ-WEIL vom 14. Februar 2012, Urkundenrolle 397/2012.

Ist der gegenwärtigen Urkunde beigetreten:

Die vorgenannte Gesellschaft Hamacher & Wexel GmbH, hier vertreten durch ihren einzelvertretungsberechtigten Geschäftsführer Herrn Hubert HAMACHER, vorgenannt, welcher erklärt die vorhergehende Anteilübertragung im Namen der Gesellschaft Hamacher & Wexel GmbH anzunehmen.

Die Gesellschaft deutschen Rechts Hamacher & Wexel GmbH ist von heute an Eigentümerin der ihr übertragenen Anteile mit allen daran verbundenen Rechten und Pflichten.

Sie erklärt eine genaue Kenntnis sowohl der Statuten als auch der finanziellen Lage der Gesellschaft zu haben.

Herr Hubert HAMACHER erklärt vor Errichtung der gegenwärtigen Urkunde von der Gesellschaft Hamacher & Wexel GmbH, den ihm zustehenden Betrag von fünfzig tausend achtundvierzig Euro und neunundsechzig Cent (€ 50.048,69.-) erhalten zu haben, worüber hiermit Quittung, Titel und Entlastung.

Herr Hubert HAMACHER, vorgenannt, handelnd in seiner Eigenschaft als Geschäftsführer der Gesellschaft Hamacolor S.à r.l., erklärt im Namen der Gesellschaft diese Abtretung von Gesellschaftsanteilen anzunehmen, mit Freistellung von der in Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches vorgesehenen Zustellung.

Alsdann ersuchte die jetzige alleinige Gesellschafterin, die Gesellschaft deutschen Rechts Hamacher & Wexel GmbH, vertreten wie vorerwähnt, den instrumentierenden Notar den nachfolgenden Beschluss zu beurkunden wie folgt:

Einzigster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst aufgrund der vorhergehenden Anteilübertragung Artikel 6 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-), aufgeteilt in ein hundert (100) Anteile von je EIN HUNDERT FÜNF UND ZWANZIG EURO (€ 125.-), alle zugeteilt der Gesellschaft deutschen Rechts Hamacher & Wexel GmbH, mit Sitz in D-53879 Euskirchen, Roitzheimer Strasse, 178, eingetragen beim Handelsregister B des Amtsgerichts Bonn unter der Nummer HRB 10963.“

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach, Am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: H. HAMACHER, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 31 juillet 2014. Relation: ECH/2014/1448. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 5. August 2014.

Référence de publication: 2014124787/61.

(140141583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Cassis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4243 Esch-sur-Alzette, 56, rue Pierre Michels.

R.C.S. Luxembourg B 184.511.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq juillet.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

ONT COMPARU:

1. Madame Christel GIRARDEAUX, directrice de sociétés, demeurant à L-3392 Roedgen, 5, rue de Luxembourg;
2. la société Aworld Administration Inc., ayant son siège social à Tortola, Road Town (Iles Vierges Britanniques), inscrite au International Business Chamber sous le numéro IBC 1395216, représentée par sa gérante Madame Christel GIRARDEAUX, ci-avant nommée.

Lesquelles parties comparantes, agissant comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit leurs déclarations:

I.- Que la société anonyme «CASSIS S.A.», ayant son siège social à L-4243 Esch-sur-Alzette, 56, rue Pierre Michels, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 184.511, constituée suivant

acte reçu par Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 3 février 2014, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1021 du 23 avril 2014. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

II.- Que le capital social de la société s'élève actuellement à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune.

III.- Que les comparants sont devenus propriétaires de toutes les actions de la susdite société «CASSIS S.A.».

IV.- Que l'activité de la société «CASSIS S.A.» a cessé et que les comparants, en tant qu'actionnaires, représentant l'intégralité du capital social de la Société (les "Actionnaires") prononcent la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation.

V. Que les Actionnaires déclarent avoir pleine connaissance des statuts de la Société et qu'ils connaissent parfaitement la situation financière de la Société.

VI. Que les Actionnaires nomment à la fonction de liquidateur la société «Aworld Administration Inc», prénommée, laquelle en cette qualité, déclare que l'activité de la Société a cessé et que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné.

VII. Que les Actionnaires sont solidairement investis de tout l'actif et qu'elles s'engagent expressément à prendre à leur charge solidairement tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour au prorata de leur participation dans la Société

VIII. Que, partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

IX.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

X.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège social à L-4243 Esch-sur-Alzette, 56, rue Pierre Michels.

Frais

Tous les frais et honoraires résultant du présent acte, évalués à mille euro (1.000,- EUR), sont à charge de la société dissoute.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Christel GIRARDEAUX, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 juillet 2014. Relation GRE/2014/3002. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014124604/49.

(140142043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

ML.Costa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4717 Pétange, 24, rue du Centenaire.

R.C.S. Luxembourg B 189.223.

STATUTS

L'an deux mil quatorze, le vingt-trois juillet,

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange

A comparu:

Monsieur Antonio DA COSTA RODRIGUES, né le 31 août 1980 à Aboim Da Nobrega (Portugal), demeurant à L-4717 Pétange, 24, rue du Centenaire;

Laquelle partie comparante a requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet le commerce de détail des voitures et de véhicules automobiles légers, neufs ou usagés, pour le transport des personnes, y compris les véhicules spéciaux; ambulances, minibus, camionnettes.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 3. La société prend la dénomination de «ML.COSTA S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Commune de Pétange; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'associé unique.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Elle commence à compter du jour de sa constitution.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,00) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent-vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune.

Art. 7. Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Elles se font en conformité avec les dispositions légales afférentes.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants-droits ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et à tout moment révocables par l'assemblée des associés.

L'acte de nomination fixera l'étendue des pouvoirs et la durée des fonctions du ou des gérants.

A moins que l'assemblée n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la société.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, au trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le trente-et-un décembre deux mil quatorze.

Souscription et libération

Les cent parts sociales sont souscrites par Monsieur Antonio DA COSTA RODRIGUES, né le 31 août 1980 à Aboim Da Nobrega (Portugal), demeurant à L-4717 Pétange, 24, rue du Centenaire;

Toutes les parts ont été entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (12.500.-€) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent expressément.

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaire(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités

constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué à la somme de mille trois cent cinquante euros (1.350.- €). A l'égard du notaire instrumentant toutefois, toutes les parties comparantes sont tenues solidairement quant au paiement des dits frais, ce qui est expressément reconnu par toutes les parties comparantes.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant la partie comparante préqualifiée, représentée comme dit ci-avant, et représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoquée, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des gérants est fixé à un.
2. Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

Monsieur Antonio DA COSTA RODRIGUES, né le 31 août 1980 à Aboim Da Nobrega (Portugal), demeurant à L-4717 Pétange, 24, rue du Centenaire.

La société est engagée, en toutes circonstances y compris toutes opérations bancaires, par la signature individuelle du gérant.

3. L'adresse de la société est fixée à L- L-4717 Pétange, 24, rue du Centenaire..

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant a encore rendu les comparants attentifs au fait que l'exercice d'une activité commerciale peut nécessiter une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, et qu'il y a lieu de se renseigner en ce sens auprès des autorités administratives compétentes avant de débiter l'activité de la société pré-sentement constituée.

Après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: DA COSTA RODRIGUES, REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils le 24 juillet 2014. Relation: EAC/2014/10333. Reçu soixante-quinze euros

Le Receveur (signé): HALSDORF.

Pour expédition conforme.

Pétange, le 6 août 2014.

Référence de publication: 2014124956/105.

(140142397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Chapeau Moderne Entreprise de Toiture S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4018 Esch-sur-Alzette, 10, rue d'Audun.

R.C.S. Luxembourg B 127.388.

L'an deux mil quatorze, le quinze juillet.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange.

Ont comparu:

Monsieur Feko LICINA, gérant de société, né le 18 novembre 1964 à Berane (Montenegro), demeurant à L-3926 Mondercange, 24, Grand-Rue

Laquelle partie comparante a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

La partie comparante est le seul associé de la société à responsabilité limitée

CHAPEAU MODERNE ENTREPRISE DE TOITURE S.à r.l.

établie et ayant son siège social à L-3926 Mondercange, 24, Grand-Rue

constituée suivant acte reçu par Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 26 avril 2007, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés en date du 21 juin 2007, numéro 1.234, page 59.211, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 127.388

En sa qualité d'associé unique de la dite société, la dite partie comparante a pris les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société à sa nouvelle adresse sise à L-4018 Esch/Alzette, 10, rue d'Audun, et décide par conséquent de modifier l'article 5 des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le siège social est établi dans la Commune de Esch/Alzette»

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à la somme de NEUF CENTS EUROS (900,-€). A l'égard du notaire instrumentant, toutes les parties comparantes et / ou signataires des présentes reconnaissent être solidairement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: LICINA, REUTER,

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils le 18 juillet 2014. Relation: EAC/2014/10022. Reçu soixante-quinze euros.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Pour expédition conforme.

Pétange, le 06 août 2014.

Référence de publication: 2014124617/44.

(140142271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Euro 1 Komm, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4018 Esch-sur-Alzette, 10, rue d'Audun.

R.C.S. Luxembourg B 165.796.

L'an deux mil quatorze, le quinze juillet.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange.

Ont comparu:

Monsieur Feko LICINA, gérant de société, né le 18 novembre 1964 à Berane (Montenegro), demeurant à L-3926 Mondercange, 24, Grand-Rue Laquelle partie comparante a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

La partie comparante est le seul associé de la société à responsabilité limitée

EURO 1 KOMM S.à rl.

établie et ayant son siège social à L-3926 Mondercange, 24, Grand-Rue,

constituée suivant acte reçu par Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Rambrouch en date du 12 décembre 2011, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés en date du 9 février 2012, numéro 352, page 16.891, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 165.796

En sa qualité d'associé unique de la dite société, la dite partie comparante a pris les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société à sa nouvelle adresse sise à L-4018 Esch/Alzette, 10, rue d'Audun, et décide par conséquent de modifier l'article 5 des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le siège social est établi dans la Commune de Esch/Alzette»

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à la somme de NEUF CENTS EUROS (900,-€). A l'égard du notaire instrumentant, toutes les parties comparantes et / ou signataires des présentes reconnaissent être solidairement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: LICINA, REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils le 18 juillet 2014. Relation: EAC/2014/10023. Reçu soixante-quinze euros.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Pour expédition conforme.

Pétange, le 6 août 2014.

Référence de publication: 2014124712/43.

(140142270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 11.809.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A. (ci-après la «banque») qui s'est tenue le 28 juillet 2014 au siège social de la banque que:

L'assemblée a pris note de la démission de M. Masashi KAMO de sa fonction d'Administrateur et d'Administrateur délégué de la banque au 26 mars 2014 et de la nomination de M. Hiroaki EDA comme Administrateur et Administrateur délégué de la banque avec effet au 26 mars 2014. L'assemblée a par ailleurs pris note de la démission de M. Tatsumi MIZUTANI de sa fonction d'Administrateur au 31 mars 2014 et de la nomination de M. Naoki OKUBO comme Administrateur de la banque avec effet au 26 mai 2014.

L'assemblée a approuvé la nomination de:

- M. Hiroaki EDA, demeurant professionnellement au 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, comme Administrateur et Administrateur délégué de la banque avec effet au 26 mars 2014, et
- M. Naoki OKUBO, demeurant professionnellement au 1-5-1, Marunouchi, Chiyoda-ku, Tokyo 100-6524, Japon, comme Administrateur de la banque avec effet au 26 mai 2014.

L'assemblée a renouvelé les mandats:

- d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration de la banque de M. Takahiro YAZAWA, demeurant professionnellement au 1-28-23, Shinkawa, Chuo-ku, Tokyo Dia Building No 5, Tokyo 104-8271, Japon, pour une période se terminant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 31 mars 2015.

- d'Administrateur et d'Administrateur délégué de la banque pour une période se terminant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 31 mars 2015 de

* M. Eric STILMANT, demeurant professionnellement au 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, et

* M. Hiroaki EDA, demeurant professionnellement au 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

- d'Administrateur de la banque pour une période se terminant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 31 mars 2015 de

* M. Taro HAYASHI, demeurant professionnellement au 1-5-1, Marunouchi, Chiyoda-ku, Tokyo 100-6524, Japon, et

* M. Naoki OKUBO, demeurant professionnellement au 1-5-1, Marunouchi, Chiyoda-ku, Tokyo 100-6524, Japon.

L'assemblée a renouvelé le mandat de KPMG Audit S.à.r.l., dont le siège social est sis 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, comme réviseur d'entreprises agréée pour une période se terminant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle approuvant les comptes au 31 mars 2015.

Pour extrait conforme

Le 06 août 2014.

Référence de publication: 2014125135/37.

(140142225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.